



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, GEL DES SALAIRES, JOUR DE CARENCE, DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES MISSIONS, ENSEMBLE DISONS STOP !

TOUS EN GREVE LE 27 NOVEMBRE 2012

Le gouvernement vient d'annoncer un nouveau plan d'austérité baptisé « pacte de compétitivité ». Ajouté au budget 2013, cela représente une réduction de la dépense publique de 20 milliards d'euros.

Pour notre administration comme pour toute la fonction publique, cela signifie que le gouvernement entend poursuivre le blocage des rémunérations, les suppressions d'emplois, la réduction des moyens de fonctionnement.

Alors que les limites du supportable sont atteintes dans l'ensemble des services, la Direction Générale des Finances Publiques, comme toutes les administrations des ministères déclarés non prioritaires, va subir une nouvelle saignée dans ses effectifs.

La suppression programmée de 2023 emplois est décidée dans le cadre de la « modernisation de l'action publique » qui devient la nouvelle dénomination de la RGPP.

Nos services sont au bord de la rupture

Nous constatons chaque jour l'accélération de la dégradation de nos conditions de travail et la régression de la qualité du service public sous l'effet conjugué :

-**des suppressions et vacances d'emplois,**

-**des fusions** (secteurs, IFU, FI), des transferts (brigades domaniales) et suppressions de services (au 1^{er} janvier fermeture de la recette municipale de Vanves),

- **l'accroissement très important de la fréquentation de nos services** par une population confrontée aux difficultés économiques et à l'injustice fiscale.

-**Le budget de fonctionnement** (photocopieurs, papier, fournitures, entretien...) est en baisse drastique et la direction, dans sa recherche effrénée d'économies, n'hésite pas, comme c'est le cas avec la centralisation de l'affranchissement, à imposer aux services de nouvelles contraintes et un surcroît de travail.

Faire toujours plus avec toujours moins n'est plus tenable !

Dans le même temps on nous impose une troisième année consécutive de vaches maigres par la poursuite du **blocage de nos traitements indiciaires et des régimes indemnitaires.**

De plus est mise en place par le directeur général une « démarche stratégique » qui vise, sous couvert de simplifications, à l'abandon de pans entiers de missions. Elle se combine avec les projets gouvernementaux de « modernisation de l'action publique » et de l'acte III de la décentralisation qui préconisent la fusion des corps administratifs, le « rapprochement indemnitaire » et de nouveaux transferts de personnels et de services vers les régions aux pouvoirs accrus.

Tous en grève le 27 novembre pour exiger :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, le pourvoi de tous les emplois vacants, les créations d'emplois à hauteur des besoins,
- la revalorisation du point d'indice,
- l'accès automatique au 8^{ème} échelon du grade d'AAP1 de la catégorie C,
- l'abrogation du jour de carence
- le maintien de toutes les missions de la DGFIP
- le maintien du Statut Général et de nos statuts particuliers,
- l'arrêt immédiat des restructurations, fusions et transferts de services.
- le respect du plan ministériel de promotion interne 2012 annoncé

Participez aux heures mensuelles d'information